



CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE AUX DÉBATS DU CDFN DE MAI 2025

## **Un monde en crise, une France sous tension : organisons la riposte sociale**

Le paysage international s'assombrit à un rythme inquiétant. Mois après mois, les logiques guerrières s'ancrent dans les relations internationales. Ces derniers jours, deux événements mettent en lumière, s'il le fallait, la gravité de la situation mondiale : l'officialisation du plan israélien d'effacement du peuple palestinien de Gaza, d'une part, et les tensions ravivées entre l'Inde et le Pakistan, d'autre part.

Alors que la bande de Gaza est en proie à une grave crise humanitaire en raison du blocus hermétique par Israël, apartheid poussé à son paroxysme depuis le 2 mars, le plan israélien pour Gaza, présenté comme une feuille de route « sécuritaire », entérine en réalité une stratégie de nettoyage ethnique, avec déplacement forcé de populations, contrôle militaire à long terme et destruction des structures sociales palestiniennes. Ce projet, qui nie le droit des Palestinien·nes à vivre libres sur leurs terres, s'inscrit dans une politique coloniale et génocidaire dont les conséquences humaines sont déjà dramatiques.

Parallèlement, l'escalade entre l'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires, fait peser un risque majeur sur la stabilité régionale et mondiale. Ces tensions ne sont pas isolées. Elles s'inscrivent dans une logique globale de confrontation, nourrie par des nationalismes et impérialismes déchainés, la montée des extrêmes droites et une course aux armements que rien ne semble pouvoir freiner. A l'image de ce qui se passe en Ukraine

où la guerre impérialiste de Poutine accentue la nécessaire défense de la paix et de la solidarité internationales envers les peuples opprimés.

Dans ce climat mondial sous haute tension, les effets de la guerre commerciale lancée par Donald Trump commencent à se faire sentir. L'augmentation des droits de douane, présentée comme un outil de protection économique, risque de désorganiser les chaînes de production, d'accroître le chômage comme les coûts pour les consommateur·ices et de raviver des conflits économiques entre grandes puissances. Le capitalisme globalisé entre dans une phase de turbulences dont les travailleur·ses et les populations, notamment les plus précaires, vont payer le prix fort.

Face à ces défis globaux, la France s'enfoncé elle aussi dans une crise politique profonde. Le gouvernement de François Bayrou, arrivé au pouvoir sans légitimité, dont la cote de confiance est la plus faible jamais enregistrée, poursuit pourtant avec zèle la politique néolibérale et liberticide des gouvernements Macron. Sous couvert de « réformes » techniques ou budgétaires, le pouvoir poursuit ses objectifs d'affaiblissement des droits collectifs et du pouvoir d'achat des salarié·es, jeunes, privé·es d'emploi et retraité·es sans aucune prise en compte des enjeux sociaux et écologiques. La réforme du code de la justice pénale des mineur·es s'inscrit dans cette logique : loin

d'apporter des solutions éducatives, elle renforce la logique répressive et d'enfermement à l'égard des jeunes, en particulier celles et ceux des quartiers populaires. Parallèlement, la répression politique s'intensifie contre les mouvements sociaux, syndicaux et associatifs, et menacent les libertés fondamentales d'expression et d'organisation avec la dissolution annoncée d'associations antifascistes ou pro-palestiniennes. Cette dérive autoritaire doit être dénoncée et combattue.

Cette répression des oppositions, dont on ne connaît pas les limites, est menée par un Ministre de l'intérieur, candidat à la présidence de LR, qui concurrence le RN dans une optique d'union des droites. Son traitement indigne du meurtre islamophobe de la Grande Combe, concordant avec sa pensée et son discours politique, est une nouvelle démonstration concrète du traitement discriminatoire par l'État des populations musulmanes. Un long processus de racialisation et d'altérisation ont fabriqué « un problème musulman » et la xénophobie comme l'islamophobie soudent désormais le vote transclasse d'extrême-droite et se traduit par des passages à l'acte. Bien plus qu'une diversion de la question sociale avec laquelle il s'articule, ce racisme doit être combattu en tant que tel et à la hauteur du danger qu'il représente.

A cela s'ajoute l'obsession budgétaire de Bayrou. Alors que la situation sociale est dans le rouge, faillites d'entreprises en augmentation, vagues de licenciements, paupérisation croissante, le premier ministre fait de la réduction du déficit public, de l'austérité budgétaire, son « quoi qu'il en coûte ». Son plan budgétaire prévoit plus de 40 milliards d'euros d'économies pour 2026, après 50 milliards en 2025. Plan qui s'inscrirait dans une stratégie plus large consistant à réaliser 110 milliards d'euros d'économies d'ici à 2029 afin que le déficit public passe en dessous de la barre des 3 % du PIB, comme promis à Bruxelles. Mais ce déficit, qui l'a creusé ? Il est le fruit de décennies de politiques fiscales en faveur des plus riches et des grandes entreprises. Suppression de l'impôt sur la fortune, CICE, baisse des impôts de production, exonérations multiples, niches fiscales sans contrôle : ce sont les cadeaux faits au capital qui minent les finances publiques. Le manque à gagner mis en lumière par la note d'Attac, « La dette de l'injustice fiscale », atteint une somme cumulée nette de plus de 300 milliards sur la période de 2018 à 2023.

Dernière pierre de ce projet libéralo-autoritaire, un budget de guerre, qui risque d'absorber une part toujours plus grande des dépenses publiques, tandis que les services essentiels à la population seront sacrifiés. Car

pour tenir ces objectifs, le gouvernement ne compte toujours pas augmenter les impôts des plus riches mais tailler dans tous les budgets de l'État et de ses agences : éducation, santé, justice, culture, écologie et suppression ou fusion d'un tiers des agences publiques telles que ADEME, ONF, OFB... Moins d'écoles, moins d'hôpitaux, moins de prévention face aux risques climatiques, moins de solidarité avec les populations les plus précaires, moins de contrôle démocratique des marchés et de l'action publiques et un plan social de plusieurs milliers de suppressions d'emplois : c'est cela, concrètement, la rigueur budgétaire. C'est-à-dire continuer la même politique menée depuis des décennies, ayant détruit les services publics et creusé les inégalités sans avoir aucun impact positif sur l'emploi ou la croissance, mais ayant amené la désespérance sociale et fait le lit de l'extrême droite.

Ce déficit, ce n'est pas le nôtre. Ce n'est pas aux enseignant-es, aux soignant-es, aux pompiers, aux agent-es territoriaux et de la Fonction Publique en général, aux chômeur-ses ou aux retraité-es de faire les frais d'une politique qui favorise systématiquement les plus fortuné-es.

Dans ce contexte, notre responsabilité syndicale est considérable. Nous devons à la fois :

- Informer nos collègues, nos réseaux, nos adhérent-es : faire comprendre les causes profondes et la cohérence des attaques que nous subissons, relier les points entre politique internationale, austérité nationale et répression sociale.
- Mobiliser largement en s'appuyant sur les luttes sectorielles, construire des actions unitaires, mettre en perspectives les dates de mobilisation pour leur donner de la force. Le 1er mai, réussi, le 13 mai, volontariste et combatif, et le 5 juin ne sont pas des journées de manifestations isolées, mais des étapes nécessaires d'un calendrier social inscrit dans une dynamique de résistance collective, dont il faut d'ores et déjà construire les suites à la rentrée. Le 5 juin, journée de mobilisation contre la réforme des retraites, doit être une journée de grève tant la population reste opposée aux dégradations que cette loi a imposées.
- Défendre les services publics, non seulement comme outils de solidarité, mais comme piliers d'une démocratie vivante. Une campagne pour défendre la sécurité sociale doit pouvoir s'articuler avec celle pour les services publics. Le projet de fusion et suppression des agences de l'État doit

être combattu à ce titre, avec les secteurs de la FSU concernés et nos partenaires, l'AES notamment. Il s'agit d'exiger des mesures de justice fiscale avec de nouvelles recettes notamment sur les mégaprofits.

- Riposter unitairement aux mesures répressives à l'encontre du mouvement social, des militant-es et des usager-es, notamment la répression syndicale au travers de mutations "dans l'intérêt du service".
- Porter haut la lutte contre tous les racismes sur les lieux de travail : dans les entreprises, les administrations, les établissements scolaires. Notre campagne intersyndicale contre les discriminations au travail est un outil indispensable pour unir les travailleuses et travailleurs, quelles que soient leurs origines.

Pour empêcher l'accès au pouvoir de l'extrême droite et contribuer à obtenir des victoires syndicales et sociales, d'ouvrir d'autres possibles y compris politiques, il s'agit pour le syndicalisme de luttés et de transformation sociale, avec ténacité, de conjuguer mobilisations sectorielles, Fonction publique et interprofessionnelles sur différents axes : défense des services publics, question salariale, refus de la précarité et partage des richesses, lutte contre le racisme et abrogation de la loi sur les retraites.

**Il n'y a pas de fatalité. Ce qui se joue aujourd'hui, c'est notre capacité à nous organiser, à relier nos luttes, à faire entendre une autre voix : celle de la justice sociale, de la solidarité, de l'internationalisme et de la démocratie réelle. Dans un monde qui vacille, notre combat prend tout son sens. Il est temps de reprendre l'offensive.**

## **Assez des violences, assez de l'enseignement privé !**

Bétharram a joué le rôle d'un révélateur de situations de violences au sein des établissements privés catholiques, déjà notoirement connus auparavant mais pas nécessairement analysés sous le prisme de leur caractère systémique. Ce dernier est attesté par la libération de la parole des victimes, constituées en collectifs, et la multiplication des établissements sous les feux des enquêtes et projecteurs médiatiques.

Au-delà du nombre d'obligations dont l'enseignement privé sous contrat s'affranchit largement en se retranchant derrière son caractère propre et en l'absence organisée de contrôles effectués par l'Éducation Nationale (enseignement religieux sur temps de classe, dérives graves dans certains enseignements), les violences éducatives, et dans le prolongement de celles-ci des violences sexuelles, exercées sur les élèves y sont massives.

Malgré cela et bien que les faits soient connus au plus haut niveau ministériel, mais passés sous silence, aucun contrat d'association n'est suspendu et les financements de l'État et des collectivités perdurent.

Alors que l'enseignement privé continue d'organiser le séparatisme social, de prôner des valeurs à l'opposé des valeurs d'égalité et capte des financements conséquents et en toute opacité, nous devons remettre résolument en avant nos mandats sur la nationalisation de ces établissements en exigeant dès à présent un contrôle accru de ces établissements et le retrait des contrats d'association en cas de manquements avérés.

La FSU doit exiger également que le financement public aille à la seule école publique, seule école à même d'assurer la mission éducative émancipatrice, égalitaire et dans le respect de tous-tes les élèves confié-es par l'État, pour en finir avec le dualisme scolaire en posant clairement la perspective de la nationalisation des établissements privés sous contrat.